



Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#)

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : / /

Dossier complet le : / /

N° d'enregistrement :

1 Intitulé du projet

Opération de rénovation urbaine - Résidence Pasteur - Grigny

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

Métropole de Lyon

Raison sociale

Métropole de Lyon

N° SIRET

2 0 0 0 4 6 9 7 7 0 0 0 1 9

Type de société (SA, SCI...)

Collectivité territoriale

Représentant de la personne morale : ☐ Madame

Nom

Bernard

☒ Monsieur

Prénom(s)

Bruno

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39 - a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher [...] supérieure ou égale à 10 000 m².	Le projet urbain concerne environ 3,1 ha et prévoit, outre des aménagements d'espaces publics, la démolition de 133 logements, la reconstruction de 170 logements (dont 30 par Alliade Habitat et 140 dans des lots privés soit 11 500 m² de surface de plancher) et la réhabilitation de 32 logements, soit 13 500 m² de surface de plancher pour les 202 logements présents à terme.

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☒ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☒ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet de renouvellement urbain concerne la résidence Pasteur, située 10 rue Pasteur à Grigny et comporte :

- la création d'un mail urbain structurant, pour valoriser les liens avec le centre-ville et offrir aux habitants du mobilier urbain,
- l'amélioration de la desserte, via la création d'une voirie publique,
- le prolongement et le renforcement de la Promenade du Garon, afin qu'elle devienne un espace public structurant à l'échelle communale,
- la démolition de 133 logements sur les 173 existants et la réhabilitation de 32 logements,
- la reconstruction de 170 logements neufs.

Pour réaliser le projet urbain, la Métropole procédera à la démolition de 113 logements, à la création des voiries, d'espaces publics et à la création de lots à bâtir qui seront cédés à des promoteurs pour la construction d'environ 140 nouveaux logements. La surface des lots à bâtir représente environ 21 200 m² et la surface des espaces publics créés environ 10 100 m².

Une cohérence sera assurée entre les logements conservés et les futures opérations de logements.

4.2 Objectifs du projet

Les objectifs du projet ont été développés dans le dossier de concertation publique organisée à l'automne 2023 :

- ouvrir le site à son environnement proche du quartier du Vallon,
- ouvrir le site à son grand territoire et au Garon (élargissement des abords du Garon et valorisation de la promenade Jacques Brel),
- désenclaver la résidence Pasteur par de nouvelles voiries de dessertes publiques (nouvelles rues sur la rue Pasteur et la rue André Sabatier),
- améliorer la mixité sociale au sein du quartier (démolition des logements sociaux et reconstruction de nouvelles opérations en accession libre (140 logements) + 32 logements sociaux et 30 logements en accession sociale,
- proposer des aménagements favorisant l'évolution des modes actifs.

Un des objectifs qui a prévalu tout au long de la conception du projet a été l'élaboration d'un projet urbain et d'une programmation d'habitat compatible avec le risque d'inondation du site.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Le projet concerne des travaux de démolition : 133 logements sont concernés, dont les occupants sont en cours de relogement (98% de logements libérés en mai 2023).

Il concerne également la construction, la réhabilitation et la restructuration des bâtiments, ainsi que des travaux d'aménagement d'espaces publics, de voirie et d'espaces extérieurs.

Les principales phases d'intervention sont les suivantes :

- Démolition des bâtiments,
- Adaptation et requalification d'une trentaine de logements,
- Reconstruction de 170 logements environ,
- Création d'une nouvelle trame viaire, avec de nouveaux stationnements et espaces publics,
- Requalification des réseaux,
- Redessiner l'ensemble des espaces verts.

Le chantier sera conduit selon les guides chantiers à faibles nuisances de la Métropole de Lyon.

Une stratégie de réemploi des matériaux sera mise en place, comme inscrite aux nouvelles politiques publiques métropolitaines.

Une démarche d'économie circulaire est en cours de réalisation. Un diagnostic PEMD a d'ores et déjà été réalisé, pour les bâtiments d'une part et pour les espaces extérieurs et voiries d'autre part.

Une comparaison a été effectuée entre concassage des bétons sur site d'une part et export déblais / apport de remblais d'autre part : ainsi, la métropole va mettre en œuvre le concassage des bétons pour les réutiliser sur site.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Le projet concourt à la création de 170 logements et à la réhabilitation de 32 logements, soit à terme 202 logements sur le site contre 173 actuellement.

Le projet de renouvellement urbain permettra aux habitants de disposer d'un meilleur cadre de vie :

- amélioration de la qualité interne des logements (mise aux normes, nouvelles dispositions),
- amélioration de la qualité externe des logements (architecture plus actuelle),

Le projet permettra de désenclaver le site de la résidence, en créant notamment de nouvelles accroches urbaines, ainsi qu'en hiérarchisant les espaces au sein de celui-ci.

Les espaces publics seront un lieu de convivialité, d'échange et de partage. Cela se traduit par la création d'un parc communal et l'amélioration des espaces libres de la résidence (création d'espaces publics plantés et équipés de mobilier urbain, de cheminement piétons, et de circulations mode doux...).

En outre, la place de la voiture sera réduite, afin de privilégier les déplacements piétons et les modes doux (création d'espaces publics piétons, de voies mode doux).

La restructuration viaire, avec la création de nouvelles voiries débouchant sur la rue Sabatier et sur la rue Pasteur, permettra une meilleure insertion du quartier dans la ville.

Le réseau des eaux usées sera conservé, mais potentiellement réhabilité. Les eaux de pluie seront gérées à la parcelle (par infiltration), par la mise en place d'ouvrages aériens et enterrés.

La mise sur pilotis des bâtiments et l'implantation de la cote du premier plancher au dessus de la cote réglementaire de référence (cf. annexe VII) permet de respecter la transparence hydraulique et de prendre en compte le risque inondation sur le site et à ses abords.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

① La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Deux permis de démolir ont déjà été déposés et acceptés.

Un permis d'aménager sera réalisé pour créer les lots à bâtir et les espaces publics puis des permis de construire seront déposés par les promoteurs.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
- Emprise du projet - Surface de plancher créée / Nb de lots créés - Nb de logements actuellement sur site / Nb de logements futurs - Nb de bâtiments actuels / futurs - Surface végétalisée de pleine terre actuelle / future	environ 3,1 ha env 11 500 m ² SDP / 9 lots 165 / 202 11 / 17 15 383 m ² / 8 586 m ²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : 10 Voie : rue Pasteur

Lieu-dit :

Localité : Grigny

Code postal : 6 9 5 2 0 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques^[1]

Long. : 0 4 ° 7 7 , 7 6 " 5 Lat. : 4 5 ° 6 0 , 8 7 " 8

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° , " Lat. : ° , "

Point de d'arrivée : Long. : ° , " Lat. : ° , "

Communes traversées :

Grigny

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU-H de la Métropole de Lyon. zone URc1a, Zone de "grands ensembles" et "sites de grands collectifs" qui a vocation à cadrer des projets de restructuration du site.

 Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☒ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☒ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

/

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

① Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les ZNIEFF les plus proches recensées à proximité sont : - ZNIEFF de type 2, 820000351, "Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales", à 850 m au sud est du projet, - ZNIEFF de type 1, 820030208, "Lône des Arborats", à 1,5 km au sud du projet, - ZNIEFF de type 1, 820030245, "Vieux-Rhône entre Pierre-Bénite et Grigny", à 1,5 km à l'est du projet.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'arrêté de protection de biotope le plus proche, FR3800229, "Ile de la Table ronde", se trouve à 1,7 km à l'est du site du projet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Grigny est couverte par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) 21-2024 de la métropole de Lyon, approuvé par délibération n°2021-0849 du 13 décembre 2021. Le bruit est globalement modéré dans le secteur d'étude.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A environ 300 m du projet se trouvent les abords d'un château considéré comme monument historique (façades et toitures inscrites, intérieur classé). Le projet est suffisamment éloigné de celui-ci. Il ne constitue donc pas d'enjeu significatif.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones humides les plus proches sont : - ZH du Vallon, à une centaine de mètres à l'ouest de la zone d'étude, - Bord du Rhône Grigny, à 1,3 km à l'est de la zone d'étude.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est couverte par le PPRNi du Garon, approuvé le 11 juin 2015. Le secteur est en zone inondable du PPRNi du Garon. Il se situe en zones bleue et blanche.
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est couverte par le PPRT de Givors, approuvé le 24/10/2013 (risques effet de suppression et effet thermique). La zone d'étude n'est cependant pas concernée par ces risques technologiques.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas référencé dans la base de données BASIAS, ni dans celle de BASOL. Le diagnostic de sol réalisé confirme qu'une chaufferie a existé par le passé avec cuves de fuel associées. Les sondages ont démontré l'absence de pollution et l'étude précise que la qualité des sols caractérisés est compatible avec le projet d'aménagement.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone du projet se situe au sein de la ZRE - Alluvions du Garon.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune zone Natura 2000 n'est située à proximité du site de projet. Le site Natura 2000 le plus proche est à environ 16 km du projet : FR8202008 - Vallons et combes du Pilat rhodanien.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun prélèvement d'eau ne sera induit par la réalisation du projet.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun niveau de bâtiment n'est prévu en sous-sol, y compris en ce qui concerne les stationnements : c'est en effet interdit en zone bleu du PPRI. Ainsi, le projet n'implique pas de drainage, ni de modifications des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans le cadre d'une démarche de réemploi deux diagnostic PEMD ont été lancés sur le projet PASTEUR : le premier concerne la démolition des bâtiments rachetés par la métropole dans le cadre de l'opération afin de pouvoir quantifier les matériaux réutilisables dans le cadre des travaux d'espaces publics. Le deuxième concerne les espaces extérieur (enrobés, terres végétales...) dans le même objectif. Une démarche d'AMO économie circulaire a également été lancée afin de réutiliser au maximum les matériaux présents sur site dans le cadre du projet.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pour les bétons, la Métropole de Lyon va mettre en place un concasseur mobile sur site pendant le chantier, afin de les réutiliser sur site. Les volumes chiffrés par l'AMO en réemploi sont les suivants :
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	- Volume estimé concassé 0/80 mm : 5 370 m3 (coeff. foisonnement 15%) - Volume réemployé en remblai des fondations sur site : 1 200 m3 - Volume utilisé in situ en structure de chaussée : 2 800 m3 - Volume restant à évacuer ex-situ : 1 370 m3

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En termes d'eau potable, les capacités de prélèvement du captage de Chasse-Ternay, alimentant le territoire en eau potable permettront d'absorber la demande émanant du projet : les besoins journaliers liés aux logements supplémentaires du projet sont de 13,5 m3/jour et le captage peut produire jusqu'à 100 000 m3 d'eau par jour alors que les besoins moyens des abonnés s'élèvent à 75 000 m3 par jour. En termes d'assainissement, les infrastructures existantes sont suffisantes pour répondre aux besoins (voir case effluents ci-après).
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun milieu remarquable naturel n'a été répertorié sur le site dans le cadre du prédiagnostic écologique réalisé (cf. annexe IX). Compte tenu de la nature du site, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des perturbations de la biodiversité, d'autant qu'il préserve au maximum les arbres de gros diamètre présents (32 arbres maintenus sur 39), implique la plantation de 92 arbres sur les espaces publics et crée un parc paysager à l'Ouest du site.
Milieu naturel	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site se situe au sein de la vaste aire lyonnaise et se trouve à une distance importante du réseau Natura 2000 (le site le plus proche se trouve à 16 km au sud). Les habitats Natura 2000 y sont sans aucune connectivité écologique avec les habitats de la zone du projet (milieu urbanisé et fortement artificialisé bien que présentant une partie arborée favorable aux oiseaux communs).
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe au sein d'un quartier déjà urbanisé. Au contraire un parc paysager avec 4 thématiques différentes sera créé : les conifères, prairie fleurie, le verger et la ripisylve (cf. annexe X).
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Grigny est soumise au PPRT de Givors. Néanmoins, le secteur d'étude n'est pas concerné par les risques technologiques.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est pour partie en zone bleue du PPRNi du Garon. De plus, des cartes d'aléa plus récentes existent via le SMAGGA. Le risque inondation a été pris en compte dans la conception du projet et de nombreuses réunions de concertation et d'échanges ont été organisées avec la DDT et ont permis de confirmer les prescriptions / interdictions applicables. L'étude de modélisation hydraulique en annexe VII précise la prise en compte du risque inondation par le projet et l'absence d'impacts aux abords.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site ne présente aucune pollution des sols. La qualité de l'air et l'ambiance sonore ne seront pas dégradées par le projet.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les dispositions de la Métropole de Lyon pour lutter contre le moustique tigre seront prises en compte et largement diffusées auprès des habitants. https://www.grandlyon.com/services/lutte-contre-le-moustique-tigre#:~:text=Install%C3%A9%20depuis%202004%20dans%20le,de%20couleurs%20blanches%20et%20noires

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase chantier, les travaux engendreront des déplacements dus à la circulation des camions et engins de chantier. La création de nouveaux logements n'est pas de nature à augmenter significativement le niveau de trafic de ce secteur, bien desservi en transports en commun. Néanmoins, le projet prévoit une restructuration du réseau viaire, et de nouvelles voies créées pour permettre la desserte VL des nouveaux logements mais aussi la desserte modes doux (déplacements piétons et cyclistes notamment)
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase chantier, les travaux sont susceptibles d'augmenter le niveau de bruit actuel sur la zone, dû aux engins de chantier et à leur déplacement.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet est déjà marqué par les nuisances sonores urbaines caractéristiques du milieu urbain (voirie, activités...). Le projet ne représente donc pas d'enjeu fort concernant le bruit, en phase exploitation. Il vise, avec notamment le développement des déplacements doux, à réduire les nuisances sonores.
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase chantier, les travaux peuvent être source de vibrations, qui seront temporaires et limitées à la période de travaux. En phase exploitation, le projet ne devrait pas créer de vibrations.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur est déjà éclairé, et il le restera après mise en place du projet. L'éclairage sera remplacé par des équipements publics.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les dispositifs seront choisis et orientés de façon à limiter les incidences lumineuses.
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase chantier, la circulation des camions et engins engendrera des rejets supplémentaires dans l'air. Cependant, ils ne devraient pas être significatifs et se limiteront au temps des travaux. Les rejets en exploitation sont principalement liés aux consommations énergétiques (chauffage). Ces émissions seront similaires, voire inférieures à celles actuelles (efficacité énergétique des nouveaux logements). Au vu des trafics attendus,
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les rejets liquides engendrés par le projet correspondent aux eaux pluviales. Une étude de gestion des eaux pluviales a été réalisée sur le secteur d'étude. Dans le cadre du projet, les eaux pluviales des futurs îlots seront gérées à la parcelle (rétention/infiltration).
	Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux pluviales provenant des voiries et trottoirs seront dirigées vers les noues. En cas de pluie importante, les eaux pluviales seront surversées par l'ouverture de bordures, dirigées vers les points bas du projet et raccordées sur la tranchées rétention/infiltration implantées sous le trottoir. Grâce au parc à l'Ouest, le site sera pour partie désimperméabilisé.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les effluents engendrés par les logements supplémentaires créés par le projet seront rejetés dans le réseau eaux usées et acheminés vers la station d'épuration de Givors-Grigny. La STEP a une capacité nominale de 89 733 EH. La charge entrante était de 79 705 EH en 2022. La STEP est suffisamment dimensionnée pour accueillir la population supplémentaire liée au projet (+30 logements, soit environ +100 EH). Le réseau d'assainissement va être réhabilité et un nouveau réseau sera créé pour desservir les lots reconstruits.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase chantier, une démarche d'AMO économie circulaire a été mise en place afin de valoriser et réutiliser le maximum de déchets et de matériaux résultant des déconstructions. Les déchets amiantés feront l'objet d'un traitement spécifique. En phase exploitation, le projet implique la production de déchets ménagers, en lien avec les 170 nouveaux logements créés sur site. Ces déchets seront gérés par le système de collecte de la métropole de Lyon, qui effectue une collecte sélective selon leur nature.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet vise au contraire à améliorer le cadre de vie des habitants, en leur offrant une végétation plus riche et diversifiée dans le quartier, que ce soit dans les espaces publics, le long des voies mais également sur les lots privés. De plus, les arbres existants seront protégés. Le quartier sera ouvert sur l'espace public à l'Ouest et sur les berges du Garon afin d'améliorer le cadre de vie / paysage du quotidien.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet est localisée en milieu urbain. Il s'agit d'un quartier résidentiel. Le projet n'engendrera donc pas de modifications concernant l'usage du sol. Pour les démolitions de logements sociaux, Alliade a mis en place un dispositif de relogements, dans le cadre d'un protocole partenarial co-signé par la Préfecture et avec un dossier d'intention de démolir déposé à la DDT69 en mars 2022. Un diagnostic socio-économique a été établi, avec rencontre de la majorité des locataires en janvier 2022, et a abouti à un plan de relogement : seuls 4 familles locataires restent à reloger.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

/

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

/

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Sans objet : le dossier de déclaration loi sur l'eau n'a pas encore été produit.

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

En phase chantier :

- ME1 - maintien de la majorité des arbres âgés,
- MR1 - application d'une charte " Chantier à faibles nuisances" selon les 8 guides thématiques du Grand Lyon,
- MR2 - mise en place de mesures permettant de limiter les risques de pollution accidentelle ainsi que les nuisances sonores et les émissions de poussières,
- MR3 - mise en place d'une AMO d'économie circulaire et valorisation des déchets et matériaux résultant des démolitions,
- MR4 - mise en place d'un concasseur à béton mobile pour le remploi plutôt que d'exporter les bétons et d'importer d'autres matériaux,
- MR5 - dépollution du bâti avant déconstruction,
- MR6 - respect du calendrier écologique des oiseaux présents, notamment pour les abattages d'arbres,

En phase d'exploitation :

- MR7 - gestion des eaux pluviales favorisant l'infiltration,
- MR8 - insertion paysagère soignée, notamment avec la plantation de haies et d'espaces publics végétalisés - favorisation de la nature en ville - prise en compte des effets d'îlots de chaleur urbain par la végétation,
- MR9 - maintien de la perméabilité et des corridors identifiés au droit du site à savoir le talus SNCF, le Garon et sa ripisylve (formation végétale qui se développe en bordure des cours d'eau, dans notre cas présent elle correspond à l'habitat Frênaie),
- MR10 - adaptation de l'éclairage aux espèces lucifuges,
- MR11 - conception bioclimatique des bâtiments pour limiter le recours à la climatisation,
- MR12 - mise sur pilotis des bâtiments pour la transparence hydraulique et respect de la cote réglementaire du 1er plancher des bâtiments.

Voir détail en annexe XII.

7 Auto-évaluation (facultatif)

① Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet consiste en une opération de rénovation urbaine de la résidence Pasteur à Grigny de manière à améliorer les conditions de vie des populations (logements et cadre de vie - amélioration de la mixité sociale), désenclaver la résidence pour développer un maillage interne hiérarchisé, proposer une lisibilité des usages, valoriser la façade « verte et bleue » du Garon par un espace public ouvert. Compte tenu du faible impact environnemental du projet, il nous semble que le projet peut être dispensé d'évaluation environnementale. En effet :

- Le site existant ne présente pas de sensibilité environnementale particulière. Le projet se situe sur un terrain imperméabilisé en trame urbaine dense, hors périmètres de protection réglementaire, contractuelle, foncière ou d'inventaire patrimonial,
- Le projet prend en compte les risques auxquels il est exposé (sismique, inondation, retrait-gonflement des argiles et sanitaire), et notamment le risque inondation, avec des bâtiments transparents hydrauliquement et une co-conception du projet avec la DDT,
- Le maître d'ouvrage s'engage à mettre en place des mesures de réduction pour réduire les impacts négatifs potentiels du projet (développées en partie 6.5),
- Le projet présente des impacts positifs en termes de gestion des eaux pluviales, de transition énergétique, de cadre de vie, de population et de paysage.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié .	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input checked="" type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

① Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

Objet		
1	Annexe VI - Etat initial du site	<input checked="" type="checkbox"/>
	Annexe VII - Modélisation hydraulique de l'impact du projet	
2	Annexe VIII - Visite de site, étude de vulnérabilité des milieux, étude historique et documentaire et diagnostic initial de la qualité environnementale des sols	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Annexe IX - Pré-diagnostic écologique	<input checked="" type="checkbox"/>
	Annexe X - Notice paysagère de l'AVP	
4	Annexe XIa - Démarche AMO économie circulaire Annexe XIb - Diagnostic PEMD bâtiment Annexe XIc - Diagnostic PEMD espaces extérieurs et voirie	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Annexe XII - Dossier d'intention de démolir d'Alliade Habitat	<input checked="" type="checkbox"/>
	Annexe XIII - Détail des mesures d'évitement et de réduction	

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☒

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

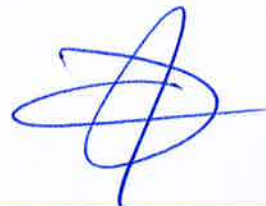
Nom DESFRAY

Prénom Cécile

Qualité du signataire Chef de projet/DMOU
METROPOLE DUM

À Lyon

Fait le 21/05/2024



Signature du (des) demandeur(s)